

Article

« Une approche sociolinguistique à l'urbanité »

Monica Heller

Revue de l'Université de Moncton, vol. 36, n° 1, 2005, p. 321-346.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/011997ar>

DOI: 10.7202/011997ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

UNE APPROCHE SOCIOLINGUISTIQUE À L'URBANITÉ¹

Monica Heller
Université de Toronto

Résumé

Une grande partie des travaux en sociolinguistique urbaine portent sur les pratiques langagières en milieu urbain ou bien sur la construction discursive de l'espace urbain. Cette communication portera sur l'importance d'utiliser les outils de la sociolinguistique pour contribuer à une meilleure compréhension de la forme spécifique d'organisation sociale, économique et politique qu'est l'espace urbain. La ville joue un rôle primordial dans l'organisation des processus économiques et politiques à travers l'histoire ; actuellement elle contribue à façonner la nouvelle économie mondialisée, où justement la communication est centrale comme processus de production et comme produit. En m'appuyant sur certains exemples tirés de recherches récentes, j'esquisserai certains aspects de ce que la sociolinguistique peut contribuer à la théorisation sociale de la ville.

Abstract

A large part of the research being done today in urban sociolinguistics concern language practices in the city or the discursive construction of urban spaces. This paper concerns the importance of using sociolinguistic tools to bring about a better understanding of cities as a specific form of social, economic and political organization. Throughout history, cities have played an essential role in the structuring of economic and political processes. Today, cities contribute to the new globalized economy, in which communication is central as a process and as a product. With examples taken from my recent research, I will examine how sociolinguistics can contribute to the social theorization of the city.

Introduction : Ouvrir une autre voie

L'objectif principal de ce texte est de faire un plaidoyer pour le développement d'une forme de sociolinguistique urbaine que nous avons à peine commencé à imaginer : une sociolinguistique qui contribue à la compréhension de l'organisation sociale de la ville et, plus largement, du rôle de la ville dans les processus de structuration sociale. L'urbanisation est un phénomène d'importance autant historique que contemporaine, qui jusqu'à aujourd'hui est demeurée la chasse gardée de géographes, de démographes et de sociologues. Mais la sociolinguistique possède un visage déjà tourné vers le social et peut donc contribuer davantage à notre compréhension d'un espace dont le fonctionnement constitue un élément clé des conditions de vie actuelles.

Je commence par un bref survol des orientations principales de la sociolinguistique urbaine jusqu'à nos jours, pour tenter d'expliquer pourquoi nous avons si peu travaillé sur le problème central de la ville comme telle. Je passerai ensuite à une discussion de cette autre voie que nous pourrions développer davantage, en prenant comme point d'appui les processus d'urbanisation au Canada français, passés et actuels. Finalement, je proposerai qu'une approche plus résolument sociale aux pratiques langagières et l'urbanité nous permet en fait de répondre différemment aux problèmes linguistiques qui ont motivé la plupart des recherches en sociolinguistique urbaine jusqu'à maintenant.

1. Deux branches de la sociolinguistique urbaine

Comme nous le savons, la sociolinguistique urbaine est issue de la dialectologie, dont les visées étaient de cerner les dimensions de la variabilité langagière. Mais pour bien comprendre l'évolution de cette discipline, je propose de situer le problème même de la variabilité langagière dans un contexte historique et surtout idéologique. On sait qu'une des pierres angulaires de la construction de l'État-nation a été la construction d'un espace culturellement et linguistiquement homogène (Hobsbawm, 1990). Cet engagement idéologique, légitimation d'une structure foncièrement économique et politique échafaudée au service des intérêts bourgeois pour maintenir en place une certaine forme de développement capitaliste, a aussi engendré la nécessité de construire des formes culturelles et des formes linguistiques homogènes (pour l'anglais

et le français, voir par exemple Grillo, 1989 ; Higonnet, 1980 ; Balibar, 1985 ; Joseph, 2004). Les conséquences de ce processus a été de créer du même coup le problème de tout ce qui ne rentrait pas dans le cadre standardisé : on venait de créer le problème de la variabilité linguistique. Et même si une grande partie de l'idéologie de l'État-nation émerge du Romantisme (notamment l'idée de la nation comme phénomène naturel et organique), les courants parallèles de la scientificité illuministe fournissaient des discours experts pour la légitimer (par exemple, les discours dits objectifs sur les différences entre les nations). La linguistique, la sociologie, l'anthropologie et autres disciplines tirent donc leur origine de cette tension entre Romantisme et Illuminisme (tension que nous vivons toujours) et sont devenues des espaces discursifs importants pour aborder ce problème de variabilité.

Que l'on a traité de diverses manières. Pour ce qui était de la variabilité sociale (de sexe, de classe), on a développé des façons pour cacher ou stigmatiser, donc délégitimer et bâillonner les voix des femmes et de la classe ouvrière (Outram, 1987 ; Cameron, 1995 ; Bauman and Briggs, 2003), ainsi évidemment celles des populations colonisées (Bauman et Briggs, 2003 ; Fabian, 1986 ; Meeuwis, 1999). Ces façons d'occulter les voix non légitimées se bâtissaient surtout autour du sujet libéral et démocrate, construit comme rationnel, organisé et adulte (donc masculin, Européen blanc et propriétaire), par opposition à l'émotivité, le désordre et l'infantilisme féminin, colonisé, paysan ou ouvrier. Les idéologies des pratiques et des formes langagières suivaient les mêmes lignes (par exemple, les uns savent prendre la parole, ou écrire, les autres pas ; les uns produisent du discours cohérent, les autres pas). On ne s'attardaient donc pas à étudier le chaos ; si on travaillait sur les formes ou les pratiques langagières de ces populations, c'était pour les standardiser ou mieux encore pour les civiliser en les initiant aux formes langagières de l'État-nation européen (ce qui était surtout le cas du travail des missionnaires dans les colonies ; Bitterli, 1989 ; Patrick, 2003 ; Meeuwis, 1999 ; Fabian, 1986).

La variabilité linguistique géographique présentait une forme différente du problème, et ce, pour deux raisons. D'abord, si l'État-nation devait se construire comme espace homogène, cet espace devait aussi avoir des frontières claires. Il fallait donc établir les frontières langagières

dans l'espace pour légitimer les frontières territoriales et politiques ; les isoglosses servent même aujourd'hui à justifier des revendications territoriales de minorités linguistiques créées par l'impossible tâche d'uniformisation que l'État-nation s'est donnée. La dialectologie a donc servi d'abord à ce type d'effort.

Mais elle a aussi joué un autre rôle, celui-là relié aux aspects romantiques de la construction de l'État, soit la création de ses traditions authentiques (Hobsbawm et Ranger, 1983). L'État-nation se justifie non seulement par le biais du concept de l'occupation de l'espace par un groupe homogène, mais aussi par le biais du concept de l'existence authentique et historiquement ancrée du groupe en question. La linguistique pouvait donc contribuer à la construction de cette histoire et de cette authenticité non seulement en ayant recours à diverses formes de linguistique historique, mais aussi en traitant la variabilité comme trace de l'évolution historique du groupe. Son ancrage territorial devait aussi se justifier non pas dans les pratiques des bourgeois urbanisés et de leurs travailleurs, mais plutôt dans celles des paysans ruraux, symboles par excellence du lien avec le sol et gardiens ou représentants vivants de l'origine mythique du groupe dans un passé bucolique. L'authenticité romantique de la nation se construisait non pas dans les conditions de vie réelles de ceux et de celles dont les intérêts motivaient la légitimation par l'authenticité de l'État-nation, mais dans ce qu'ils et elles voulaient construire comme passé mythique et commun qui à la fois liait le groupe au sol et fournissait ses spécificités culturelles et linguistiques (pour les distinguer de l'État-nation voisin, ou d'autres concurrents idéologiques pour l'occupation du même territoire). La dialectologie, qui cherchait les locuteurs les plus conservateurs – c'est-à-dire les plus authentifiants – chez les aînés ruraux, contribuait ainsi à la légitimisation de l'État-nation en même temps qu'elle fournissait une explication de la variabilité. Le paradoxe qu'elle soulève et ne résout pas, par contre, est celui de la ville (moteur de l'État-nation capitaliste) qui justifie l'État, tout en acceptant de se faire construire en même temps comme version dégradée et polluée de la nation. On assiste donc aux débuts de la construction de la tension ville-campagne, soit de la dichotomie interdépendante de la campagne (arriérée, ahistorique mais pure et authentique) et de la ville (dynamique, acteur de l'histoire, civilisée, mais moralement et physiquement contaminée) (Williams, 1973).

La ville est donc pendant longtemps non existante pour la dialectologie. Mais au fur et à mesure que la dialectologie se transforme, au courant du 20^e siècle, en sociolinguistique, et au fur et à mesure que le problème de la variabilité devient le problème central de la linguistique, la ville réémerge avec les travaux de Labov (Labov, 1972) comme terrain privilégié pour l'aborder. Je pense qu'il faut expliquer ce glissement. Des éléments d'explication pourraient se trouver dans la démocratisation des sociétés capitalistes, dans la décolonisation et peut-être aussi dans l'importance grandissante de la migration, de l'urbanisation et de l'industrialisation de l'agriculture. De toute manière, depuis, la sociolinguistique urbaine se concentre davantage sur ce problème précisément : comment expliquer les dimensions de la variabilité linguistique dans les milieux où elle est le plus concentrée : dans le plurilinguisme et dans la ville ? Quel ordre social, quel ordre linguistique nous permettent de garder notre vision de la langue comme foncièrement étanche, homogène, systématique, ordonnée ? Nous sommes donc toujours dans l'idéologie de la langue du 19^e siècle ; nous sommes simplement en train de suivre sa logique jusqu'à ses conséquences inhérentes, soit l'exploration des limites de l'explicabilité de la variabilité.

C'est ce fil narratif que je veux privilégier ici, mais je dois néanmoins mentionner une autre forme de sociolinguistique urbaine qui, quoique minoritaire, représente un autre courant de pensée qui nous sera utile ultérieurement. Il s'agit de l'approche ethnométhodologique à l'espace (voir surtout Mondada, 2000). Cette approche cherche à découvrir comment les acteurs sociaux construisent leur réalité par le biais de leur activité communicative. De ce point de vue, la « ville » (ou « la campagne », « le village » ou n'importe quelle autre catégorie socio-spatiale) n'existe qu'en fonction du sens que lui donnent les gens. L'importance de cette approche pour nous, éventuellement, se trouve dans l'argument que la sociolinguistique possède les outils nécessaires pour découvrir comment les pratiques langagières nous renseignent sur les catégories sociales qui ont une pertinence pour la structuration sociale, c'est-à-dire la façon dont les gens organisent la production et la distribution de ressources matérielles et symboliques.

On possède donc actuellement deux formes principales de sociolinguistique urbaine : l'une issue de la linguistique de l'État-nation,

qui cherche à saisir les limites de la variabilité linguistique dans l'espace géographique et social, et l'autre issue de la sociologie interprétiviste qui cherche à cerner la construction discursive des conditions de vie des acteurs sociaux. Il manque cependant aux deux approches un cadre historique, social, économique et idéologique, qui permettrait de réfléchir sur les raisons pour lesquelles on problématise le lien entre langue et ville et, donc, sur d'autres questions de recherche qui pourraient nous être pertinentes (si on pensait la langue et la ville autrement, en l'occurrence comme éléments de pratiques et de structuration sociales).

Dans la section suivante, je développerai ce qui me semble être une autre série de questions que l'on pourrait poser, des questions qui relient la théorie sociolinguistique et la théorie sociale afin de comprendre en quoi, pourquoi et comment l'opposition ville-campagne sert à des fins de légitimation idéologique, et comment les catégories reliées à cette opposition sont imbriquées dans l'évolution des rapports sociaux de nos jours.

2. Une approche sociologique et discursive à la sociolinguistique urbaine

La question que je cherche à mettre au centre de mes préoccupations concerne les ressources les plus importantes dans une société : quels sont les espaces clés qui influencent la production, la distribution et l'attribution de valeur aux ressources dans une société à un moment donné ? En identifiant ces espaces clés, on peut voir comment on exploite les ressources langagières pour créer ou construire l'espace et, en même temps, comment les ressources et les contraintes spatiales limitent ou contraignent l'accès aux ressources ou le contrôle de celles-ci et de leur valeur.

Je rajoute à cette question, trois autres : comment les acteurs sont-ils positionnés face à cette distribution de ressources ? Qui contrôle ces espaces et avec quelles conséquences pour qui d'autre ? Comment ces processus sont-ils reproduits ou contestés ? Qu'est-ce qui sous-tend leur (il)légitimité, et aux yeux de qui ? Ces questions visent à cerner non seulement les systèmes d'échange, mais surtout le sens qu'ils ont pour les acteurs et, donc, la capacité et l'intérêt de ces derniers à y collaborer.

Face à cette série de questions, la ville, ou peut-être plus précisément et pertinemment l'opposition ville-campagne (dans la mesure où la ville n'existe pas exactement en soi, mais plutôt dans un système de catégorisation qui l'oppose à la campagne), devient importante ou significative de manière différente selon les modes de fonctionnement politique et économique dominants dans une époque ou une autre. La ville et la campagne se répartissent des rôles de production et d'échange de diverses ressources, autant matérielles (produits agricoles, produits fabriqués) que symboliques (le repos, les distractions).

Examinons le cas du Canada français afin de voir ce qu'une telle approche soulève. Il s'agit d'un cas intéressant de plusieurs points de vue. L'opposition ville-campagne, comme ailleurs dans l'espace discursif de l'Ouest, joue depuis au moins le 19^e siècle un rôle important dans la construction de l'idée de la nation canadienne-française. Depuis cette époque, les changements sociaux qui modifient les liens entre la stratification ethnique et la stratification de classe se jouent en partie sur le terrain de cette opposition ; en même temps, les questions de langue sont de plus en plus importantes pour la construction de l'espace « national » tandis que les questions de race, d'ethnie ou de religion le sont de moins en moins. Les changements sociaux en cours expliquent en grande partie pourquoi nous, sociolinguistes francophones du Canada, nous intéresserions particulièrement maintenant à la langue et la ville : une collectivité qui depuis longtemps a ancré son authenticité, son sens profond, dans des bastions traditionnels ruraux, se voit de moins en moins capable de reproduire la base économique de cette construction discursive et de plus en plus confrontée à l'espace urbain comme nouvel espace à s'approprier et à injecter de sens national : un problème non seulement parce que c'est nouveau, mais surtout parce que cela a été l'antithèse discursive de la construction du Canada français.

Les traces de la construction du Canada français comme espace surtout rural sont multiples et proviennent tant des francophones eux-mêmes que des anglophones. Pour les francophones, il s'agissait de construire pour résister à la domination anglophone, ou pour s'y faire, une idéologie du Canada français fidèle aux valeurs de leur « mission civilisatrice » pré-Conquête et pré-Révolution : la spiritualité, le non matérialisme, la terre (et non le commerce), l'espace (avec la liberté y associée) (Moïse, 2003 ;

Heller, 2002). On se construit, à la limite, à l'image de la nation authentique pure, une nation qui, à l'instar du Romantisme européen, se trouve à la campagne (ici dans la forme des « habitants »). La même image leur est renvoyée par les anglophones ; il s'agit donc d'une catégorisation partagée qui justifie chez les francophones à la fois la résistance et la tolérance de conditions autrement difficiles à accepter, et chez les anglophones leur propre situation dominante.

Je ne cite ici que quelques exemples tirés d'un recueil de textes publiés entre 1760 et 1960 (Bouthillier and Meynaud, 1972). Le premier est un extrait d'un article écrit en 1881 par le journaliste Jules-Paul Tardivel (Bouthillier et Meynaud, 1972: 214-215) :

La mission providentielle des peuples (...) Prenons seulement l'exemple de l'Espagne. N'est-il pas évident que Dieu a voulu qu'elle fût la maîtresse du nouveau continent, qu'elle contrôlât les destinées de l'Amérique. Mais elle a manqué sa vocation. Au lieu de travailler à la propagation de l'Évangile, elle n'a songé qu'à ramasser des trésors périssables : elle a préféré, comme arme, l'épée à la Croix. Aussi, à l'heure présente, son influence est-elle nulle. Quelques républiques impies, livrées à la guerre civile, voilà toute son oeuvre.

Le peuple canadien-français, si petit qu'il soit, a indubitablement une mission à remplir en Amérique, une mission analogue à celle que le peuple français a longtemps remplie en Europe, et qu'il remplirait encore s'il ne s'était égaré dans l'inextricable dédale de l'impiété.

Les races anglo-saxonne et germanique sont destinées à prédominer sur ce continent par le nombre : c'est un fait qu'il faut admettre. Mais l'élément français y a un rôle à jouer.

Pendant des siècles, la France catholique a été un foyer de lumière, une source féconde en idées généreuses, une inspiratrice de grandes oeuvres. Rome seule l'a surpassée.

N'est-il pas permis de croire que les Français du Canada ont la mission de répandre les idées parmi les autres habitants du nouveau-monde, trop enclins au matérialisme, trop attachés aux biens purement terrestres ? Qui peut en douter ?

Mais pour que le peuple canadien-français puisse remplir cette glorieuse mission, il doit rester ce que la Providence a voulu qu'il fût : catholique et français. Il doit garder sa foi et sa langue dans toute leur pureté. S'il gardait sa langue et perdait sa foi, il deviendrait ce qu'est devenu le peuple français : un peuple déchu de son ancienne grandeur, un peuple sans influence et sans prestige. Si, d'un autre, il conservait sa foi, tout en renonçant à sa langue, il se confondrait avec les peuples qui l'entourent et serait bientôt absorbé par eux. Les individus pourraient toujours se sauver, mais la mission que la Providence semble avoir confiée aux canadiens-français, comme peuple distinct, serait faussée.

[...] Disons donc encore une fois, car on ne saurait trop le répéter, que si notre langage est resté français, s'il n'a pas dégénéré en jargon, nous pouvons en rendre grâce au clergé, qui a conservé la langue philosophique, et aux classes agricoles qui ont conservé la langue familière.

On voit ici les éléments de justification de la position idéologique de l'élite canadienne-française, qui relie la piété catholique à la pureté de la langue et à la spiritualité, ici opposée explicitement au « matérialisme » et aux « biens purement terrestres » : les biens qui étaient justement la source principale d'intérêt de la colonisation autant francophone qu'anglophone. Cette position discursive permet maintenant aux francophones de gagner du terrain moral pour compenser les biens terrestres perdus et contrôlés par les Anglais. Ces éléments discursifs sont également explicitement reliés non seulement à l'Église, mais aussi aux milieux agricoles, qui fournissent justement l'authenticité profonde et pure de la nation.

De l'autre côté, anglophone cette fois, examinons un discours produit plus tôt, en 1839, par le fameux Gouverneur du Canada de l'époque, le Lord Durham (Bouthillier et Meynaud, 1972: 150) :

Voici une race d'hommes habitués aux travaux incessants d'une agriculture primitive et grossière, habituellement enclins aux réjouissances de la société, unis en communautés rurales, maîtres d'une portion d'un sol tout entier disponible et suffisant pour pourvoir chaque famille de biens matériels (...) Placés dans de telles circonstances, ils ne firent aucun autre progrès que la largesse de la terre leur prodigua ; ils demeurèrent sous les mêmes institutions le même peuple ignare, apathique et rétrograde.

Nous voyons dans cet extrait le revers de la médaille de l'opposition ville-campagne : ici la campagne est source de conservatisme et d'ignorance, une image qui justifiera les recommandations du Lord Durham pour des tentatives explicites d'assimilation des francophones.

Ces deux extraits donnent une idée de la manière dont l'opposition ville-campagne, issue des dynamiques idéologiques reliées au nationalisme étatique discutées ci-haut, s'imbrique au Canada dans la dynamique de pouvoir entre francophones et anglophones, toujours construite sur ce même terrain de discours de l'État et de la nation. Pour les francophones, les milieux ruraux deviennent leurs bastions traditionnels, garants de leur authenticité, de leur existence même comme nation. Pour les anglophones, la ruralité des francophones explique et justifie leur marginalisation.

Le même discours, soit la même opposition, sert même aux fins de mobilisation politique de la Révolution tranquille. La marginalisation et la ruralité francophones (évidemment au moins partiellement fictives ; par exemple, Montréal est une ville majoritairement francophone depuis les années 1870 : Levine, 1990) légitimaient autant la nation revendicatrice de son état (ou de son espace institutionnel équivalent : Martel, 1997 ; Heller, 2002) que la nécessité de sa modernisation. Ce discours modernisant (Heller et Labrie, 2003), et les changements sociaux qui y sont associés, crée donc le paradoxe d'avoir à maintenir la construction discursive de la ruralité canadienne-française non seulement comme

histoire enracinante et légitimante, mais aussi comme milieu à transformer en la modernisant, afin d'obtenir de meilleures conditions de vie.

Cette tension a produit une position discursive au sein de la francophonie canadienne, du moins en ce qui concerne le discours produit par ses institutions principales, qui met l'accent sur l'importance de maintenir les régions rurales comme régions homogènes francophones. Les crises économiques cycliques qui s'imbriquent dans l'urbanisation progressive de la population rurale sont perçues comme menaçantes pour la francophonie canadienne, puisqu'elles sont perçues comme non seulement destructrices des milieux de vie sources de l'authenticité, mais aussi comme la cause de l'assimilation des francophones urbanisés en raison du manque de réseaux sociaux francophones urbains. L'existence de quartiers ouvriers francophones dans plusieurs villes canadiennes plurilingues (par exemple, Moncton, Montréal, Ottawa, Cornwall, Winnipeg, Edmonton) est comprise soit comme la reconstruction en ville de réseaux de sociabilité ruraux, grâce à l'immigration massive de parents ou de voisins de la même région, soit comme source de pollution (d'où le mépris pour les formes urbaines du français comme le joul ou le chiac) ou de dégradation de la pureté francophone rurale (soit les deux à la fois).

Or, justement, les changements économiques des dernières décennies entraînent précisément l'effondrement des bases économiques de reproduction des bastions traditionnels de la francophonie canadienne et la croissance de la population francophone urbanisée. En effet, la reproduction des bastions traditionnels (par exemple, le bois, l'agriculture, les mines, les industries manufacturières dans la vallée du Saint-Laurent ; le bois et la pêche dans le nord-est du Nouveau-Brunswick ; le bois et les mines dans le Nord et le bois et l'agriculture dans l'Est de l'Ontario ; l'agriculture dans le sud du Manitoba ; l'agriculture et le pétrole dans le nord-ouest de l'Alberta) était basée sur l'exploitation de ressources primaires, donc sur une économie des secteurs primaire et secondaire.

Les changements économiques des années 1980 et 1990 ont eu un grand impact sur ces régions, au Québec et en milieu minoritaire, et ont motivé une action concertée. Au Québec, on développe autour de la dichotomisation « Montréal-régions » le tourisme urbain (festivals artistiques surtout) et rural (nature, plein air, patrimoine, produits du terroir). Le Bureau du tourisme du Québec distribue maintenant toute

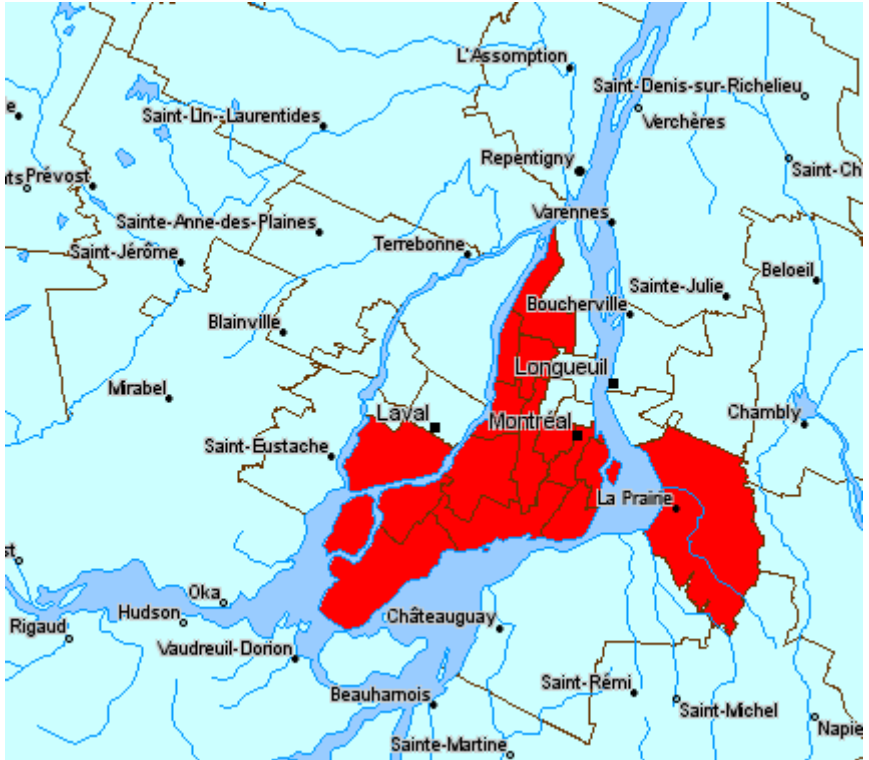
l'information touristique en fascicules région par région, en attribuant un nom à chacune (pour la plupart des noms inventés pour ce besoin). Chaque région est encouragée à développer l'identité ou le type d'authenticité que le plan de marketing touristique lui attribue. Montréal, la plus grande ville du Québec, où habite la vaste majorité des non francophones de la province, est également vendu comme source de main d'œuvre bilingue pour le secteur grandissant des centres d'appel, ou autres activités du secteur tertiaire : examinons, par exemple, ce texte tiré d'un site web du Gouvernement du Québec (www.invest-quebec.com/en/int/secteur) :

In Montréal, there are 2.9 million bilingual people in 2002, or nearly 41% of Québec's population. The widespread use of French and English affords client contact centres considerable flexibility, this facilitating access to major markets. Québec's bilingual labour pool, the biggest in Canada, is a key advantage for businesses that wish to gain access to 7 million French-speaking Canadians without paying bilingualism bonuses. Over 80 languages in addition to French and English are spoken in Québec.

La catégorisation ethnonationale se dessine ainsi sur la carte du Québec et oppose la vision d'un Québec des « régions », homogène et francophone et surtout rural, à un Montréal urbain, cosmopolite, hybride et plurilingue. Cette distinction revient régulièrement dans toute analyse politique concernant des votations électorales ou référendaires, représentée avec des cartes divisées et coloriées en circonscriptions, diffusées à la télévision ou imprimées dans les journaux (voir l'exemple ci-bas de la représentation des résultats provisoires de la 38^e élection fédérale, qui a eu lieu le 28 juin 2004, tirée de *L'Atlas du Canada*, produit par le ministère des Ressources naturelles Canada : <http://atlas.gc.ca/site/francais/index.html>)². Les changements économiques et politiques en cours renforcent cette dichotomie et ses paradoxes.

Carte 1

Résultats provisoires, 38^e élection fédérale (28 juin 2004)



Source : L'Atlas du Canada, ministère des Ressources naturelles du Canada

En milieu minoritaire, les changements ont motivé une action concertée entreprise par les organismes porte-parole de la francophonie en milieu minoritaire, notamment la Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada (FCFAC). La Fédération a organisé, avec le Conseil canadien de la coopération, un Sommet sur la planification économique en 1993. Par la suite, et avec l'appui du ministère fédéral de Développement des ressources humaines du Canada, ils ont formé un Comité d'adaptation des ressources humaines de la

francophonie canadienne, qui devait examiner l'impact de ces changements structuraux sur la francophonie canadienne en milieu minoritaire et fournir des recommandations stratégiques. Le *Plan directeur de l'adaptation de la main d'œuvre de la francophonie canadienne* publié en 1995, exprime ainsi leur analyse des changements (p. 54) :

Les secteurs parmi les plus durement touchés par [les changements économiques des années 1980 et 1990] furent, certes, les secteurs primaire et secondaire. Entre autres, le secteur des mines, du pétrole, des forêts, dans lequel plusieurs membres de nos communautés travaillaient au plus bas niveaux de l'emploi, accusa les plus grands reculs. L'industrie manufacturière suivit de très près et, encore une fois, nos communautés ne furent pas épargnées par les licenciements massifs qui se produisirent pour répondre à la détérioration des marchés. Comme si cela n'était pas suffisant, la fragile industrie de la pêche se voyait confrontée à l'impensable : l'épuisement quasi-total des stocks de poissons sur lesquels s'était basée notre industrie.

Les « secteurs de souche », « traditionnels » et « relativement bien ancrés », comme les caractérise le Comité (p. 57), sont donc aussi ceux qui souffrent « d'une faiblesse économique ».

En même temps, le secteur tertiaire, et surtout urbain, se développe de plus en plus. Le Comité constate un décalage entre les bastions traditionnels et les milieux « urbains principalement anglophones », où les francophones sont plus scolarisés et ont des revenus supérieurs, mais sont justement minoritaires :

S'ils conservant leur langue et leur culture, les francophones de souche font néanmoins face à de sérieuses difficultés au plan économique. Les francophones vivant en milieu fortement minoritaire [lire : urbain] se tirent mieux d'affaire au point de vue économique et maîtrisent plutôt bien leur avancement personnel. Leurs problèmes sont plutôt liés au fait de l'assimilation. En effet, le recensement de 1991 confirme

l'étendue du phénomène, plus particulièrement en milieu urbain. Pour la francophonie canadienne, les effets d'une telle situation sont doubles : d'une part, les communautés de souche sont aux prises avec le phénomène de l'exode. D'autre part, une bonne partie des individus qui s'installent dans des régions urbaines à majorité anglophone se font assimiler. (p. 57)

Ceci entraîne un problème pour le discours francophone. La source de son authenticité est en péril ; par contre, les symboles du succès de la mobilisation modernisante des francophones ne peuvent pas garantir la légitimité de la collectivité. La ville dépend de la campagne, mais est devenue trop forte et menace de prendre trop de place. On a donc besoin d'un ajustement discursif et actif, soit dans le sens de tentatives de sauver le discours menacé (c'est-à-dire de préserver l'image de la francophonie canadienne comme issue surtout de ses zones rurales authentiques et de préserver assez des traces de son passé rural), soit dans le sens d'une revendication d'un nouvel imaginaire francophone urbain.

Les organismes responsables du Sommet et du Plan directeur suivent le premier chemin. Leur plan directeur a donné lieu en 1997 à la mise sur pied d'un comité national (le Comité national de développement des ressources humaines de la francophonie canadienne), un comité paritaire composé de membres de la communauté (sélectionnés avec le concours de la FCFAC) et de représentants des divers ministères fédéraux ayant des programmes qui pourraient fournir des ressources aux communautés francophones en voie de développement économique. Dans son rapport annuel 2001-2002 (p. 2), le Comité se décrit comme ayant été créé pour « favoris(er) le développement et l'épanouissement des communautés francophones en milieu minoritaire du Canada », afin de « positionner de façon stratégique les communautés francophones et acadiennes dans les secteurs du développement économique et de l'employabilité ».

Parmi les premières activités du comité, on trouve une série de consultations menées auprès de ministères et d'agences gouvernementaux, ainsi qu'auprès de représentants des collectivités francophones en milieu minoritaire. Entre 1997 et 1998, il identifie quatre secteurs d'intervention prioritaire : le développement rural, l'économie du savoir, le tourisme et l'intégration des jeunes dans le développement économique. Les

documents du Comité n'expliquent pas explicitement ce choix. Cependant, en 2004, j'ai réalisé une entrevue avec deux fonctionnaires (nommés aux fins de ce texte AB et CD) impliqués dans le travail du comité, et où j'ai posé explicitement la question à propos de l'importance accordée aux régions rurales. Leur réponse va de pair avec l'image construite dans le Plan directeur de 1995 : ce sont les bastions traditionnels ruraux qui doivent être prioritaires, parce que la ville est foyer d'assimilation. On met l'accent sur la base économique des bastions traditionnels dans le but d'aider les régions rurales à se réinventer une économie, plutôt que de chercher à regrouper les francophones urbains et à leur fournir une base économique privilégiée qui pourrait avoir comme conséquence la production d'une collectivité :

Extrait 1

(...)

MH qu'est-ce que vous voyez comme euh comme tendance maintenant / je sais que dans certaines régions les gens ont justement ben les régions rurales par exemple les gens parlent de / de la crainte de perdre les jeunes / que les jeunes s'urbanisent ou ils changent de __de région__

?

__mm__

MH est-ce que c'est / c'est une tendance euh que que vous voyez en ce moment

AB oh oui __oh oui__

MH __oui__

AB on a beaucoup de données là-dessus / tant pour la communauté anglophone que francophone / (...) pour les communautés francophones euh les jeunes qui s'en vont / vont vers les grandes villes euh des communautés rurales / et s'assimilent à la majorité __alors__

MH __mm__

AB ils perdent vraiment des membres euh / la génération d'après ne parlera peut-être pas le français

MH mm

CD puis on a des statistiques là-dessus on a / quelqu'un justement là dans notre groupe des politiques là qui nous qui nous // __nourrit__

AB ____(XX)__

- CD en en __statistiques__
(...)
AB mais ce qui arrive avec les jeunes qui quittent leur milieu rural / ils s'en vont pas à Calgary en se disant / moi je suis francophone je vais essayer de garder ma mon identité __francophone__
- MH __mm__
AB ils ils disent moi je suis à la recherche d'un emploi / puis je trouverai l'emploi où je trouverai (CD ou MH tousse) le meilleur
- MH mm
AB si c'est un milieu anglophone c'est pas un problème / je suis bilingue / après ça ils rencontrent les personnes qu'ils rencontrent / puis en choisissant la personne qu'ils veulent / euh à qui ils veulent __se marier__
- MH __mm__
AB encore une fois / euh leur but à eux c'est pas de / tu sais c'est pas la francophonie canadienne c'est juste d'avoir euh un époux une épouse et puis de faire des enfants puis
- MH mm
AB c'est pas tout le monde qui pense à la survie de la __communauté__
- MH __mm__
AB minoritaire francophone
CD des fois l'amour est plus fort que la survie
AB oui (rires)
CD (rires)
AB bien (rires)
CD (rires)
AB c'est que / disons que dans chaque dans toute communauté il y a ceux qui sont conscients / d'être dans la communauté __qu'ils__
- CD __mm__
AB travaillent pour et ceux qui sont pas conscients d'être dans cette __communauté là__
- CD __mm__

AB puis qui qui vivent / et quand ils changent ils se ren/ se rendent même pas compte du fait qu'ils changent de communauté

Selon ces fonctionnaires, « les jeunes qui s'en vont (...) vers les grandes villes (...) des communautés rurales / et s'assimilent à la majorité (...) ils s'en vont pas à Calgary en se disant/ moi je suis francophone je vais essayer de garder ma mon identité francophone ». Au contraire, ils trouvent les emplois qu'ils vont trouver (et qui implicitement seront en milieu anglophone), ils vont choisir une ou un partenaire de vie (aussi anglophone, semble-t-on supposer), et doucement l'assimilation fait son oeuvre : « ils se ren/ se rendent même pas compte du fait qu'ils changent de communauté ».

Mon objectif principal dans cette section a été de faire ressortir que la construction discursive de la francophonie canadienne repose depuis longtemps sur une dichotomie ville-campagne, qui oppose le Canada français rural, authentique mais marginalisé à la ville anglophone, riche et capitaliste. Les valeurs morales associées dépendent du point de vue, mais généralement anglophones et francophones sont d'accord sur la dichotomie de base. Cette dichotomie est actuellement difficile à maintenir, puisque les changements sociaux en cours menacent sa base économique. Je viens d'évoquer quelques stratégies qui sont adoptées pour la sauver ; dans la section suivante, j'examinerai quelques stratégies qu'on privilégie pour la défaire.

3. L'émergence de nouvelles visions de la francité canadienne : urbanité et mixité

Deux éléments discursifs viennent contester le discours dominant : sans forcément remettre explicitement en question la valeur de la francophonie rurale, homogène, pure et authentique, certains acteurs sociaux de la francophonie canadienne revendiquent la légitimité d'une autre vision de la francité, urbaine cette fois, et hybride. Je vais fournir deux exemples de ce nouveau discours, toujours puisés au milieu minoritaire : le premier est axé sur la mixité ethnique par le biais de l'immigration (une immigration très majoritairement orientée vers les villes), l'autre sur l'urbanité et ses formes linguistiques hybrides (et si

souvent dénoncées comme tare, comme symbole de la contamination anglo-urbaine). Il y en a d'autres que je pourrais également fournir, notamment provenant de la littérature ou d'autres formes d'expression artistique (McLaughlin, 2002). (Un dernier discours sur les liens entre la francité canadienne et les autochtones est aussi en émergence, mais se trouve moins pertinent pour nos propos actuels que les autres.)

L'immigration en milieu minoritaire francophone compromet depuis un certain nombre d'années déjà le maintien d'une image homogène de la communauté (Heller, 1994). Pendant un certain nombre d'années, le discours dominant assimilait ce défi aux problèmes de mixité propres à la ville. Actuellement, l'État fédéral intervient afin de placer la question de l'immigration, et du pluralisme ethnolinguistique et culturel qu'elle entraîne, au centre de ses préoccupations. Parallèlement au processus de développement économique communautaire que nous avons déjà décrit, l'État s'est engagé dans un processus d'encouragement de l'immigration francophone en milieu minoritaire, rural autant qu'urbain.

Selon Citoyenneté et Immigration Canada (CIC, 2003), suite à des initiatives de la FCFAC (une tournée nationale sur l'avenir de ces communautés qui a eu lieu de 1999 à 2001) et du Commissariat aux langues officielles (un rapport sur l'apport de l'immigration à ces communautés publié en 2002), Citoyenneté et Immigration Canada a établi en 2002 un Comité directeur Citoyenneté et Immigration Canada – Communautés francophones en situation minoritaire, avec le mandat d'« élaborer des stratégies visant à accroître le nombre d'immigrants d'expression française dans les communautés francophones en situation minoritaire et pour faciliter leur accueil et leur intégration » (CIC, 2003 : 5). Ce rapport explique clairement les présupposés de l'État : face aux mêmes problèmes visés par le Comité national de développement des ressources humaines de la francophonie canadienne (voir ci-haut), le CIC cherche à développer davantage le mouvement migratoire francophone qui a déjà émergé dans les régions urbaines de la francophonie canadienne (notamment, pour le milieu minoritaire, Toronto et Vancouver, mais le parallèle existe au Québec où les immigrés s'orientent davantage à Montréal), pour non seulement augmenter les nombres, mais aussi pour attirer plus d'immigrés dans de plus petites communautés francophones.

On reconnaît parfaitement le travail nécessaire afin de « faciliter l'accueil et l'intégration de ces derniers dans les communautés » (*Ibid.*) ; le CIC déclare que « les communautés francophones et acadiennes doivent s'approprier le dossier de l'immigration et reconnaître son importance pour leur rayonnement. Elles doivent (...) se responsabiliser davantage quant aux changements d'attitudes menant à une plus grande ouverture d'esprit » (*Ibid.*, : 7). Ailleurs (CIC, 2005), le CIC insiste encore sur la nécessité de confronter l'impossibilité de maintenir l'image homogène de la francophonie canadienne et de faire le travail de sensibilisation et d'intégration nécessaire afin de développer un nouveau discours identitaire pluraliste.

Ce volet discursif défait la dichotomie ville-campagne traditionnelle en insistant sur la nécessité dans un sens d'urbaniser la campagne (plutôt que d'importer en ville les modèles de sociabilité des régions rurales, qui a été la démarche dominante des associations et institutions franco-canadiennes auparavant). On ne parle pas d'assimiler les immigrants à une vision monolithique de la francophonie ; on insiste plutôt sur l'hybridisation de la francité.

On trouve une autre forme de revendication d'hybridité, linguistique cette fois, axée sur le bilinguisme anglais-français et le vernaculaire ouvrier provenant des milieux urbains, qui est explicitement associée à l'urbanité. Ici on cherche à placer l'image de la francité urbaine et hybride au centre de la nouvelle vision. Les exemples les plus clairs que j'aie pu trouver jusqu'ici proviennent de Moncton³. Le premier est une parodie d'un spectacle, créé en 2004 pour marquer les 400 ans de présence française au Canada, un spectacle intitulé *Ode à l'Acadie* et qui a eu un succès énorme. Ce spectacle a contribué à façonner une vision modernisante de l'Acadie dans ses efforts de tracer la généalogie de la tradition musicale acadienne et de l'amener à nos jours en mettant l'accent sur l'appartenance régionale des musiciens, quoique avec un bon clin d'œil à la mobilité, à l'hybridité grandissante de la population et à la commercialisation de l'identité authentique néanmoins célébrée ; en d'autres termes, tout en privilégiant le discours dominant sur l'identité acadienne, le spectacle reconnaît en même temps les nouveaux discours émergents, en ironisant de temps en temps le discours dominant. Le spectacle parodie, lui, cherche à mettre le clin d'œil au centre par son titre

(*Ode aux singes*), qui, avec son lieu de présentation (le Bar Monkeytown), situent une vision alternative de l'Acadie dans l'urbanité bilingue de Moncton (*Monkeytown* étant un jeu verbal sur le nom de la ville assez répandu chez ses habitants, repris dans le nom du bar dans un syntagme à structure française et recontextualisé en français dans le nom du spectacle parodie).

Le deuxième exemple à présenter est un site web, AcadieUrBaine.net, établi en 2003. Il se présente ainsi :

Le site AcadieUrBaine.net est un centre virtuel qui sert de lieu d'expressions et de découvertes pour les Acadiens et leurs amis, peu importe où ils se trouvent, de Moncton à Toronto ou d'la Baie St-Marie à Tokyo. On y retrouve présentement divers Forums, une Galerie d'arts virtuelles et plusieurs autres goodies. Une base de données d'artistes acadiens contemporains et une section d'histoire s'en viennent. Le moment est venu de peindre un portrait juste de l'Acadie d'aujourd'hui, l'Acadie vibrante et en pleine effervescence. V'nez groover !

On note évidemment plusieurs éléments qui contestent la vision traditionnelle : l'Acadie est mobile, surtout urbaine, plurilingue et peu soucieuse des conventions de la langue écrite normée. Comme site, AcadieUrBaine.net n'offre en fait même pas un discours cohérent et figé sur cette vision alternative, mais plutôt, par le biais de Forums de discussions, un espace de débat idéologique (ou autre, mais ce sont les débats idéologiques qui nous intéressent ici). Un long fil d'échanges a été consacré justement à la norme linguistique (il y a eu des pours, des contres et des indécis) et d'autres soulèvent des questions d'appartenance, de liens avec un territoire, de culture et d'expression artistique (tandis que d'autres encore parlent de voyage, de cuisine, de cinéma, de co-voiturage, de logement et de choses à vendre ou à acheter ; des préoccupations d'une population jeune et mobile). Il s'agit donc d'un espace où diverses visions peuvent justement s'exprimer et se confronter, un espace pour un pluralisme de visions et de stratégies pour naviguer dans les nouvelles conditions de vie des francophones du Canada (et, comme ils le disent, de leurs amis).

En s'attaquant à l'opposition symbolique entre la ville et la campagne, ces nouveaux discours s'attaquent aussi aux oppositions entre francophones et anglophones (ou un Autre non francophone plus généralisé) et entre homogénéité et mixité. Ils s'attaquent également aux oppositions symboliques entre pureté et contamination, entre conservatisme et progrès et entre l'authentique et l'artificiel. Les nouveaux discours en émergence remettent en question les bases de la légitimité de l'idéologie de l'État-nation qui domine l'organisation sociale de l'Ouest depuis le 19^e siècle et qui sous-tend les mouvements de libération nationaux et minoritaires comme celui du Canada français. Ils développent un discours de la langue et de l'identité qui pourrait éventuellement se qualifier de post-national, qui serait à la recherche de nouvelles formes de structuration sociale avec leurs propres bases de légitimité.

Conclusion : Une sociolinguistique urbaine nationale, post-nationale ou critique ?

Une approche sociolinguistique au discours de la ville se justifie précisément parce que les pratiques et les formes langagières jouent un rôle tellement important dans la légitimation de la nation, notamment par le biais de la dichotomie ville-campagne. Ce n'est pas pour rien que la sociolinguistique a pris cette dichotomie comme objet.

Il reste que notre discipline peut davantage développer sa propre réflexivité à ce sujet. Elle peut certes collaborer au maintien du discours ville-campagne, dans une tentative de préserver les idéologies et les formes d'organisation sociale associées au nationalisme politique et économique, en cherchant par exemple les distinctions entre les pratiques et les formes langagières de la ville et de la campagne, c'est-à-dire en ne pas interrogeant les bases idéologiques de ces catégories. Elle peut également collaborer à contester ce discours, en examinant par exemple les pratiques et les formes propres aux nouveaux milieux en émergence. Mais elle peut aussi sortir de son rôle de discours expert, afin de découvrir les liens entre les idéologies de la langue, celles des catégories sociales pertinentes et les conditions historiques qui les sous-tendent ; et à notre

époque, elle peut notamment examiner comment les idéologies de classe et de nation se repositionnent dans les nouvelles conditions.

La sociolinguistique, en d'autres mots, pourrait se placer davantage dans une position pour découvrir des liens entre les ressources en circulation et ce qui permet d'en contrôler la production et la distribution. Si la ville est importante de nos jours, c'est en raison de la place qu'elle occupe dans une nouvelle forme de structuration qui organise justement ces ressources et leur valeur. La sociolinguistique est bien placée pour découvrir la nature et l'évolution de cet espace et les conséquences sur les autres espaces déjà existants (par exemple, le cas qui nous concerne directement, l'espace des bastions traditionnels de la francophonie canadienne). Non seulement la langue joue un rôle important dans le discours national dominant qui rend la dichotomie ville-campagne utile et même nécessaire, les nouvelles conditions de vie sont basées sur une économie du secteur tertiaire qui met l'accent sur la communication comme produit commercialisable et sur la langue comme artefact culturel, également commercialisable comme tel (Heller, 2003). La langue est le fil rouge qui permet de découvrir comment les discours nationaux confrontent la difficulté actuelle de se reproduire. En appréhendant les catégories de la ville et de la campagne comme catégories surtout discursives, en lien avec les catégories linguistiques qui sont également imbriquées dans des idéologies qui rendent légitimes certaines formes de structuration sociale, la sociolinguistique peut contribuer à comprendre les changements sociaux en cours et leur incidence sur les façons d'organiser nos vies, individuellement et collectivement.

Bibliographie

- Balibar, R. (1985). *L'institut du français. Essai sur le colinguisme des Carolingiens à la République*. Paris : Presse universitaire de France.
- Bauman, R. et Briggs C. (2003). *Voices of Modernity: Language Ideologies and the Politics of Inequality*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Bitterli, U. (1989). *Culture in Conflict: Contact Between European and Non-European Cultures, 1492-1800*. Stanford : Stanford University Press.

- Bouthillier, G. et Meynaud, J. (dir.) (1972). *Le choc des langues au Québec : 1760-1970*. Montréal : Les Presses de L'Université du Québec.
- Cameron, D. (1995). *Verbal Hygiene*. London : Routledge.
- CIC, Citoyenneté et Immigration Canada (2003). *Cadre stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire*. Ottawa : Citoyenneté et Immigration Canada.
- CIC, Citoyenneté et Immigration Canada. (2005). *Vers la francophonie canadienne de demain. Sommaire des initiatives 2002-2006 pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire*. Ottawa : Citoyenneté et Immigration Canada.
- Fabian, J. (1986). *Language and Colonial Power*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Grillo, R. (1989). *Dominant Languages*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Heller, M. (2002). *Crosswords : Language, Education and Ethnicity in French Canada*. Berlin : Mouton de Gruyter.
- Heller, M. (2002). *Éléments d'une sociolinguistique critique*. Paris : Didier.
- Heller, M. (2003). Globalization, the new economy and the commodification of language and identity. *Journal of Sociolinguistics*. 7 :4. 473-492.
- Heller, M. et Labrie, N. (dir.) (2003). *Discours et identités. La francité canadienne entre modernité et mondialisation*. Cortil-Wodin (Belgique) : Éditions modulaires européennes.
- Higonnet, P. (1980). The politics of linguistic terrorism and grammatical hegemony during the French Revolution. *Social Theory*. 5 : 41-69.
- Hobsbawm, E. (1990). *Nations and Nationalism since 1760*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Hobsbawm, E. et Ranger, T. (dir.) (1983). *The Invention of Tradition*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Joseph, J. (2004). *Language and Identity : National, Ethnic, Religious*. New York : Palgrave Macmillan.

- Labov, W. (1972). *Langage in the Inner City*. Philadelphia : University of Pennsylvania Press.
- Levine, M. (1990). *The Reconquest of Montreal : Langage Policy and Social Change in a Bilingual City*. Philadelphia : Temple University Press.
- Martel, M. (1997). *Le deuil d'un pays imaginé : rêves, luttes et déroutes du Canada français*. Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa.
- McLaughlin, M. (2002). Les représentations linguistiques de trois générations d'écrivains du sud-est du Nouveau-Brunswick. Thèse de maîtrise en linguistique, Université de Moncton.
- Meeuwis, M. (1999). Flemish nationalism in the Belgian Congo versus zairean anti-imperialism : continuity and discontinuity in langage ideological debates. In Blommaert, J. (dir.). *Langage Ideological Debates*. Berlin : Mouton de Gruyter. 381-424.
- Moïse, C. (2003). Le nouvel Ontario : nordicité et identité. In Heller, M. et Labrie, N. (dir.). *Discours et identités. La francité canadienne entre modernité et mondialisation*. Cortil-Wodon (Belgique) : Éditions modulaires européennes. 43-88.
- Mondada, L. (2000). *Décrire la ville. La construction des savoirs urbains dans l'interaction et dans le texte*. Paris : Anthropos.
- Outram, D. (1987). La langage mâle de la vertu : Women and the discourse of the French Revolution. In Porter, P.B.A.R. (dir.). *The Social History of Langage*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Patrick, D. (2003). *Langage, Politics and Social Interaction in an Inuit Community*. Berlin : Mouton de Gruyter.
- Williams, R. (1973). *The Country and the City*. London : Chatto and Windus.

¹ Ce texte est basé sur des recherches réalisées grâce à une subvention du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (*La francité transnationale ; pour une sociolinguistique de la mouvance ; 2004-2007*). Mes co-chercheurs sont Annette Boudreau, Lise Dubois et Normand Labrie ; les collaboratrices et collaborateurs sont Peter Auer, Matthieu Leblanc, Werner Kallmeyer et Claudine Moïse. Les assistantes et assistants de recherche sont Emanuel da Silva, Mélanie Leblanc, Sonya Malaborza, Mireille McLaughlin, Mary Richards et Chantal White. Je remercie deux évaluateurs d'une version antérieure de ce texte de leurs commentaires fort utiles.

² Je remercie Joan Pujolar qui y a attiré mon attention.

³ Je remercie Mireille McLaughlin pour ces pistes.